

# L'Europe. What else ?

## Comment se passer du passé

Sylvie Goulard\*

» L'Allemagne et la France n'ont plus d'excuses : après une décennie laborieuse où les deux pays n'ont pas toujours été à la hauteur du défi posé par l'arrivée des pays d'Europe centrale et orientale, nos dirigeants eux-mêmes affirment qu'ils vont faire enfin « de la politique ».

### Europa: Es fehlt an deutsch-französischem Elan

Vorbei die Zeiten, in denen die deutsch-französische Freundschaft und Zusammenarbeit ihren Elan aus der Bewältigung einer gemeinsamen, schrecklichen Vergangenheit und dem Erinnern daran schöpften – glücklicherweise hat sich die deutsch-französische Beziehung weitgehend „normalisiert“, de Gaulle und Adenauer, Mitterrand und Kohl sei Dank: Die Zukunft deutsch-französischer Politik liegt nicht länger in der Vergangenheit begründet.

Gebot der Stunde für Paris und Berlin ist es nun, Europa substantiell weiterzubringen, der Staatengemeinschaft der 27 den Geist einzuhauchen, ohne den sie nicht zur Größe werden können. Frankreich und Deutschland werden als Motor für Europa gebraucht; die beiden Länder müssen und können gemeinsam Vorreiter und Wegbereiter sein, etwa bei der Überwindung nationalstaatlichen Denkens und Handelns – unrühmlichen Gegenbeispielen in jüngster Vergangenheit zum Trotz.

An Ideen und Konzepten jedenfalls – wie etwa die zeitgemäße Umsetzung der in der Bundesrepublik so erfolgreichen sozialen Marktwirtschaft auf europäischer Ebene – mangelt es nicht, so die französische Europa-Abgeordnete Sylvie Goulard in ihrem Beitrag. Red.

Prenons-les au mot : la crise financière a ébranlé l'ordre du monde. Le changement climatique s'accélère. L'Europe unie, c'est maintenant ou jamais. Les responsabilités allemandes et françaises sont intactes ; à 27, le besoin de *leadership* s'est accru. Cela supposera de se passer du passé pour inventer ensemble un nouvel élan européen. L'euro fournit un champ de coopération idéal, à la recherche de plus de justice sociale.

### Le passer du passé

Au commencement était la volonté de réconciliation. La coopération franco-allemande s'est nourrie du passé, un passé abhorré mais partagé, un passé magnifié. On construisait sur l'Histoire avec un grand H ; à Reims, de Gaulle et Adenauer firent naître une immense émotion, comme Kohl et Mitterrand, plus tard, à Verdun. Le résultat a dépassé toutes les espérances, et c'est heureux, mais privé de ce surmoi, l'attelage a perdu sa dynamique. Dans ce contexte, l'abondance des commémorations autour de la chute du mur de Berlin qui, en 1989, suscita, dans les cercles dirigeants français, plus d'inquiétude que de compréhension, est fascinant : tout se passe comme si certains en France, en 2009, cherchaient à puiser dans un événement majeur vécu ensemble, même mal, une raison de « s'accrocher » à une Allemagne qui vole de ses propres ailes. A l'époque, à l'Élysée, au Quai d'Orsay, on brandissait les « droits réservés »

\* Sylvie Goulard est députée européenne et présidente du Mouvement Européen France.

plus qu'on ne partageait la joie des familles allemandes divisées.

Cette session de rattrapage tombe un peu à plat. En Allemagne, on parle moins de franco-allemand qu'à Paris. Quoiqu'il en soit, authentiques ou réchauffées, les commémorations prendront fin un jour. Il est temps d'inventer autre chose. Un gros effort d'imagination est requis : depuis plusieurs années, la réflexion sur l'Europe tourne à vide autour de mots tels que subsidiarité, retour sur contribution, gouvernement économique, politique industrielle. Le franco-allemand sent le renfermé. L'Union manque d'air.

La coopération franco-allemande a fait avancer certains dossiers, comme le traité de Lisbonne, négocié pendant la présidence allemande de 2007, ou le paquet énergie climat porté par la France en 2008. Mais les reculs imputables à ces deux pays ne sont pas moins nombreux : attaques contre la politique de concurrence européenne pour sauver *Alstom* ou *Opel* ; désinvolture envers le pacte de stabilité et de croissance ; freins mis à l'édification du service européen d'action extérieure ; cavalier seul en Baltique. Dans les deux pays, un nouveau nationalisme se développe ; pour se rassurer, on le dit décontracté ce qui revient à poser une feuille de vigne sur un problème, grave, à terme, pour la cohésion européenne. Certains accords au sommet consistent à abaisser le niveau d'ambition pour l'Europe : réduction du montant du budget européen ; désignation de responsables peu engagés, comme José Manuel Barroso, choix des futurs commissaires au gré de la politique intérieure ; mépris pour les sujets européens dans les campagnes nationales et même européenne (en 2009).

### Pas de sursaut franco-allemand

Depuis longtemps, aucune initiative de grande ampleur n'a été proposée par les deux pays, ni dans le cadre des traités, ni même hors traité, comme l'euro ou l'espace Schengen : de grands champs d'action ont été laissés en friche (énergie, recherche, défense, immigration). Aucun grand projet de recherche ou ayant trait à la croissance verte. L'Union pour la Méditerranée, chère au président français, excluait d'abord l'Allemagne qui, de son côté, louche seule vers la Russie.

En dépit de sa gravité, la crise financière n'a pas non plus suscité de sursaut franco-allemand ; la réponse européenne a été, dans le meilleur des cas, une coordination de choix nationaux. Mme Merkel s'est illustrée en refusant les propositions de la présidence française pour le sauvetage des banques ou une prime à la casse des véhicules automobiles avant... de s'y résoudre unilatéralement. Une action conjointe des deux pays, au G20, a eu des effets positifs mais nul ne sait encore si les promesses faites dans ce cadre seront suivies d'effet.

Certains, à Paris se réjouissent que l'Allemagne soit redevenue « normale », sans mesurer la part d'aveuglement que contient ce jugement. D'autres, à Berlin, se félicitent d'être plus libres comme si « l'autolimitation » germanique des décennies passées n'avait pas utilement servi les intérêts fédéraux et la paix du monde. Ce dernier point est capital : ce n'est pas au nom du passé qu'il faut attendre de l'Allemagne – et des autres « grands pays » – une attitude coopérative en Europe. Ce n'est pas en regardant derrière ou en culpabilisant quiconque qu'il faut faire l'Europe. C'est au nom de l'avenir, de l'impossibilité pour les Etats, même les plus puissants, même la Chine et les Etats-Unis, d'agir encore seuls sur la scène mondiale. La « puissance retenue », inventée par l'Allemagne fédérale, c'est exactement ce que la France réclame depuis des années aux Etats-Unis. C'est exactement le concept-clé de l'avenir. Il serait suicidaire d'abandonner cette innovation européenne – sans doute contrainte par l'Histoire, mais néanmoins féconde – au moment où le défi du monde est de mettre en place des instances de coopération multilatérales. Une société internationale plus juste suppose l'exercice retenu de la force. A une prétendue « normalité » qui renvoie en réalité aux affrontements du 21<sup>e</sup> siècle, nous devrions préférer l'audace de la seconde moitié du 20<sup>e</sup>.

### Un avenir commun

La seule possession d'une monnaie commune suffit à justifier un sursaut. Je m'en tiendrai à cet exemple mais on pourrait naturellement choisir d'autres champs d'action. L'Union économique et

monétaire est un projet politique majeur. Quiconque oublie pourquoi elle a été conçue pêche contre l'esprit européen. Elle est aussi une communauté de droit. De ce double caractère découle l'essentiel des divergences franco-allemandes qu'il faudrait aplanir. Les Allemands ont raison d'insister sur le droit et d'attendre des Français le respect scrupuleux de la parole donnée. Encore faut-il toutefois que l'Allemagne comprenne que le modèle retenu (indépendance de la Banque Centrale Européenne BCE et discipline) est calqué sur la tradition germanique ; l'effort exigé de la part des autres partenaires est objectivement supérieur, de même qu'une politique d'euro fort convient mieux à la spécialisation industrielle de l'Allemagne qu'à celle d'autres pays. La « conversion » est en cours mais elle prend du temps : c'est un Français, Jean-Claude Trichet qui préside la BCE d'une manière orthodoxe. Un Italien Mario Draghi pourrait lui succéder sans inflexion de fond. A l'inverse, rappelons la phrase mémorable de l'ancien ministre des finances Hans Eichel, « *le pacte de stabilité n'a pas été fait pour s'appliquer à l'Allemagne* », qui illustre à merveille un détail : les plus puissants réclament le respect du droit par les autres, mais ne s'y soumettent pas toujours volontiers. La loi doit être la même pour tous.

De leur côté, les Français ont raison de demander une application intelligente des règles, au service d'un but plus élevé, inscrit dans le traité de Rome dès 1957 : le bien-être des Européens. Malheureusement, les Français s'y prennent mal ; incapables de mener à bien des réformes structurelles, ils ont perdu une part de crédibilité. Lorsqu'ils demandent un « gouvernement économique », les Allemands ne les prennent pas au sérieux. Outre le réflexe, salutaire, consistant à exiger une légitimation démocratique de tout « gouvernement » (la *Bundesrepublik* n'étant pas la 5<sup>e</sup> République...), ils ne comprennent pas cette offre venant de Français allergiques au fédéralisme.

Le débat est d'autant plus étrange que, dans une certaine mesure, ce « gouvernement » existe déjà, à l'état embryonnaire, sous forme de coordination des politiques économiques. Mais au pays de Rousseau, la règle compte moins qu'au pays de

Kant. Il n'y a de vrai pouvoir que discrétionnaire. En Allemagne, on rédige même des accords de coalition. S'ajoute le manque de « visibilité » : les éléments de gouvernance sont éparpillés entre le traité, le pacte de stabilité et de croissance et le droit secondaire généré par les institutions. Le pouvoir est exercé par une multitude d'organes : la BCE, la Commission, l'Eurogroupe et même le Conseil européen.

Enfin, les Français dénoncent avec raison à la fois son défaut de réactivité, en cas de crise, et son manque de cohérence d'ensemble, en tout temps : par exemple, l'existence d'une politique de concurrence communautaire est l'une des grandes réussites européennes mais l'absence de politique industrielle commune, débattue de manière transparente, stratégique, déséquilibre certains choix de la puissance publique européenne. Faute de budget commun suffisant, l'action conjoncturelle, comme le sauvetage des banques, reste entre les mains des Etats. Enfin, le déséquilibre persiste entre les matières soumises à la majorité qualifiée (le marché) et celles où le verrou de l'unanimité bloque les avancées (fiscal, social notamment).

Sur ces déséquilibres, Français et Allemands n'ont sans doute pas des vues très différentes ; mais, ces dernières années, les deux pays se sont bornés à ronchonner contre la domination d'un modèle dit « anglo-saxon », sans pour autant tenter sauvegarder et d'affirmer un contre-modèle. Qu'on se souvienne de la fascination exercée par Blair sur Schröder en 1998/2000 ou même par l'Amérique de Bush sur Sarkozy en... août 2007 !

### Comment sortir de cette impasse ?

Le concept existe ; c'est l'économie sociale de marché, inventée par des Allemands après-guerre (Alfred Müller-Armack pour le compte du ministre de l'Economie et futur chancelier Ludwig Erhard) ; il a été mis en pratique avec succès, dans les années 60 et 70, en permettant d'associer croissance forte et justice sociale. Le concept figure dans le traité de Lisbonne ; des personnalités comme Jürgen Rüttgers (ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie) ou Mario Monti (ancien commissaire européen, économiste, qui

vient d'être chargé d'une mission sur le marché unique par José Manuel Barroso), cherchent à le renouveler.

Il reste en effet à élaborer une version modernisée, adaptée à des marchés financiers globaux sans soumettre la société à la dictature des actionnaires, avides de rémunération à court terme. L'effort à accomplir est donc d'abord conceptuel ; il exigera ensuite un immense courage politique car, sous couvert de conversion au « modèle anglo-saxon », certains se sont constitués, dans nos pays, des rentes de situation, des niches fiscales, au détriment de l'intérêt général. Ne sous-estimons pas l'ampleur de la tâche. La crise crée toutefois une situation plus favorable que par le passé pour parvenir à des évolutions.

Quelles que soient les propositions auxquelles cet effort de renouveau aboutira, trois conditions devraient être préalablement remplies :

– Restaurer la confiance entre la cigale et la fourmi. Si l'on se fait confiance, le pacte commun compte mais son application peut, sans drames, donner matière à une certaine souplesse. Jean de

La Fontaine s'était bien gardé de trancher. Aux deux insectes d'inventer un mode de cohabitation durable où les loisirs estivaux et la discipline se combinent.

– Rejeter le nationalisme. Même sous une forme édulcorée, il n'a aucune place en Europe. L'accompagnement toujours un repli identitaire et un sentiment de supériorité qui, à terme, sont funestes. La France en a été coutumière, la cour fédérale s'en réclame dans son arrêt du 30 juin sur le traité de Lisbonne. C'est regrettable dans tous les cas.

– Enfin, nous devons renouer avec la technique toute simple des dates butoirs et des calendriers comportant différentes phases. Il n'est évidemment pas possible de passer du jour au lendemain de 27 diplomaties nationales à un service diplomatique européen ou encore de la gouvernance actuelle de l'euro à une coordination étroite, budgétaire, fiscale et sans doute écologique et sociale ; mais, pour ne pas tout repousser aux calendes grecques, des étapes contraignantes sont indispensables, tout en laissant place à des évaluations régulières.

### Comparaison France-Allemagne du nombre de députés européens et de leurs partis

	Europe	France	Allemagne
Parti Populaire européen PPE	265	28 députés : 24 UMP 2 Nouveau Centre 2 La Gauche Moderne	42 députés : 34 CDU 8 CSU
Alliance progressiste S&D	184	14 députés (Parti socialiste)	23 députés (SPD)
Alliance des Démocrates et Libéraux ALDE	84	6 députés (Modem)	12 députés (FDP)
Verts, Alliance Libre européenne EFA	55	14 députés (Europe Ecologie)	14 députés (Verts)
Gauche Unitaire Européenne GUE-NGL	35	5 députés: 4 (Front de gauche) 1 (Parti Communiste réunionnais)	8 députés (Die Linke)
Europa Liberté Démocratie EFD	32	1 député (Libertas)	
Sans groupe	26	3 députés	

*Anzahl der französischen und deutschen Abgeordneten in den jeweiligen Fraktionen des Europäischen Parlaments. / Nombre de députés français et allemands au sein des différents groupes du Parlement européen.*